

# Factsheet Russie

Avril 2024

## 1 Faits et chiffres



Carte : [UN Cartographic Section](#), 2004

**Population** : environ 146 millions de personnes ([estimation 2023](#))

**Ethnies** : Russes 77,7 %, Tatares 3,7 %, Ukrainien-ne-s 1,4 %, Bachkires 1,1 %, Tchouvaches 1 %, Tchétchènes 1 %, autres 10,2 %, non spécifiée 3,9 % ([estimation 2010](#)). Dans le recensement de 2010, près de 200 groupes nationaux et/ou ethniques étaient représentés.

**Religions** : Église orthodoxe russe 15 à 20 %, Islam 10 à 15 %, autres chrétien-ne-s 2 % ([estimation 2006](#))

**Régime semi-présidentiel** : chef d'État - président Vladimir Vladimirovitch Poutine (depuis le 08.05.2012), également président de 2000 à 2008. Élection directe du président à la majorité absolue pour un mandat de six ans (dernière élection en 2024). Chef du gouvernement - Premier ministre Mikhaïl Vladimirovitch Michoustine (depuis le 16.01.2020, nommé par le président).

## 2 Profils à risque

- **Les personnes critiques à l'égard du gouvernement**, [opposantes et opposants](#), personnes participant à des [manifestations](#) d'opposition, personnes exprimant des critiques sur [Internet à l'égard du gouvernement](#), [activistes écologiques](#) critiques.
- **Les personnes qui s'opposent ou critiquent « l'opération spéciale en Ukraine »** risquent de subir des violences, [d'être arrêtées](#) et [poursuivies en justice](#). Les personnes diffusant de « **fausses informations** » sur les opérations des forces armées russes ou les « **discréditant** » risquent [d'être poursuivies en justice](#).
- **Les personnes qui défendent les droits humains** risquent d'être arrêtées, [incarcérées](#) et poursuivies en justice sans procès équitable.
- Le personnel des ONG et les personnes considérées comme « **agent·e·s de l'étranger** », « **extrémistes** » ou « **travaillant pour des organisations indésirables** ».
- **Journalistes** indépendant·e·s et [critiques à l'égard du gouvernement](#).
- **Les témoins de Jéhovah**. L'organisation est interdite par la loi. Ses membres peuvent être [arrêtés arbitrairement](#), [maltraité·e·s et torturé·e·s](#) en détention et faire l'objet de [poursuites pénales](#).
- **Les femmes**. Crimes « **d'honneur** » commis en Tchétchénie, au Daghestan et dans d'autres régions du Caucase du Nord. [Protection insuffisante](#) contre la violence domestique.
- **Les personnes LGBTIQ**. Enlèvements, torture et [exécution extrajudiciaires](#) en [Tchétchénie](#). Violence et [poursuites pénales](#) (« **Loi sur la propagande** ») par l'État. [Violences](#) commises par des tiers et protection insuffisante de la part de la police.
- **Les déserteurs et les soldats qui refusent d'exécuter un ordre donné par un supérieur** encourrent [une peine de prison](#). Selon des [rapports](#), les personnes stationnées en Ukraine qui refusent d'obéir aux ordres et les déserteurs sont incarcérés, maltraités et seraient même exécutés.

## 3 Derniers développements

**Crimes de guerre russes en Ukraine.** De nombreux [crimes de guerre](#) commis par les forces russes [continuent d'être recensés](#) depuis le début de l'invasion en Ukraine le 24 février 2022. La [Cour pénale internationale](#) a émis des mandats d'arrêt contre Vladimir Poutine et Maria Lvova-Belova, commissaire aux droits de l'enfant, pour la déportation forcée d'enfants ukrainien·ne·s vers la Russie.

**Retrait du Conseil de l'Europe et de la Convention européenne des droits de l'homme.** La Russie s'est retirée du Conseil de l'Europe le 15 mars 2022. Elle a adopté en juin 2022 une [loi](#) permettant aux autorités russes d'ignorer les arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme avec effet rétroactif au 15 mars 2022.

**Dégradation des droits humains en Russie.** En mai 2023, [Mariana Katzarova](#) a été nommée première rapporteur spécial des Nations unies sur les droits humains en Russie pour répondre aux préoccupations de l'[ONU](#) concernant « la détérioration significative de la situation des droits de l'homme dans la Fédération de Russie, [...] qui se traduisent par des mesures de répression systématiques à l'encontre des organisations de la société civile ».

**Pas d'élections libres et régulières.** Vladimir Poutine a remporté un cinquième mandat à l'issue de l'élection présidentielle russe qui s'est tenue du 15 au 17 mars 2024, en obtenant officiellement [87% des votes](#). Le 4 mars 2024, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme [Volker Türk](#) a souligné que plusieurs [candidats à l'élection présidentielle](#) « ont été empêchés de se présenter en raison d'irrégularités administratives présumées ».

**Sanctions contre les opposant·e·s de « l'opération spéciale ».** Le 27 février 2024, [Oleg Orlov](#) a été condamné à deux ans et demi de prison pour avoir discrédité l'armée russe dans un article dénonçant l'invasion en Ukraine. Le 31 janvier 2024, une loi a été adoptée permettant au gouvernement de [saisir les biens des membres de la diaspora](#) russe qui « salissent » la Russie par leur opposition à la guerre. En Russie, les opposant·e·s sont recherché·e·s par les forces de sécurité, [arrêté·e·s arbitrairement](#), [poursuivi·e·s en justice](#), menacé·e·s ou agressé·e·s physiquement. Les [journalistes](#) sont particulièrement menacé·e·s de [lourdes peines](#) imposées par cette nouvelle loi.

**Lois antiterroristes pour réprimer la dissidence.** Plus de [90% des condamnations](#) liées au terrorisme ne concernent pas des attentats terroristes, mais des activités perçues comme « justification du terrorisme ». Les condamnations pour ces activités ont été multipliées [par 50 au cours des dix dernières années](#). La [Liste des terroristes et des extrémistes](#) du Service fédéral de surveillance financière comprend 13 647 personnes, dont 11 286 sont qualifiées de « terroristes ». Parmi elles, 106 ont moins de 18 ans (état décembre 2023).

**Mort d'Alexeï Navalny.** Le 16 février 2024, les autorités russes ont annoncé la [mort d'Alexeï Navalny](#), principal opposant russe, décédé dans des circonstances indéterminées dans le centre pénitentiaire en Lamalie où il était détenu. À l'annonce de son décès, au moins [387 personnes ont été arrêtées dans 39 villes](#) de Russie lors de commémorations pacifiques. En 2023, plusieurs personnes ayant collaboré avec Alexeï Navalny, ou soutenu financièrement sa Fondation contre la corruption, ont également été [condamnées pour extrémisme](#).

**« Agents étrangers » et « organisations indésirables ».** Le 28 février 2024, la Douma a adopté [un projet de loi](#) interdisant aux annonceurs de travailler avec des « [agents étrangers](#) », soit des personnes ou organisations étant, d'après les autorités russes, « [sous influence étrangère](#) ». Le gouvernement continue ainsi d'élargir la législation relative aux « agents étrangers » par de [nouvelles lois](#).

**Durcissement de la loi anti-LGBT.** En janvier 2024, deux tribunaux russes ont prononcé les [premières condamnations](#) en rapport avec le [mouvement social LGBT international](#), désigné comme organisation extrémiste en 2023 par les autorités russes. Trois affaires impliquant le drapeau arc-en-ciel, symbole du mouvement LGBT rendu illégal par le gouvernement, ont abouti à des [sanctions administratives](#). Une femme a également été condamnée à cinq jours de détention pour avoir porté des boucles d'oreilles aux couleurs de l'arc-en-ciel.

En juillet 2023, le gouvernement russe a adopté un projet de loi pour [interdire le changement de sexe et toute transidentité](#) en Russie. En décembre 2022, une [loi](#) interdisant la « propagande pour les relations sexuelles non traditionnelles, la pédophilie et le changement de sexe » à tous les âges a été adoptée.

**Durcissement de la loi sur le service militaire.** En avril 2023, le gouvernement russe a adopté une [loi](#) qui durcit fortement la soustraction au service militaire pour les Russes. En

septembre 2022, les [peines](#) à l'encontre des soldats qui désertent, désobéissent aux ordres et se rendent ont été alourdies.

**Torture et mauvais traitements.** La torture et d'autres mauvais traitements sont toujours très répandus dans les [centres de détention et de garde à vue](#) et restent souvent [impunis](#). En août 2023, une douzaine d'[anciens détenus ukrainiens](#) libérés dans le cadre d'échanges de prisonniers ont affirmé à la BBC avoir subi des violences physiques et psychologiques dans un centre de détention à Taganrog. Grigory Vaypan, avocat à *Memorial*, explique que « [p]our les [prisonnier·ère·s politiques](#), la situation est souvent pire, car l'État cherche à les punir davantage, à les isoler davantage du monde ou à tout faire pour briser leur esprit ».

À la suite de l'[attentat terroriste](#) perpétré au CrocusCity Hall de Moscou le 22 mars 2024, les [travailleur·se·s venant d'Asie centrale](#) ont particulièrement fait l'objet d'une persécution accrue en Russie, qui s'est traduite par des détentions et des déportations massives.

## 4 Pratique des autorités suisses

**Chiffres du SEM pour 2023.** Taux de reconnaissance en [2023](#) : Taux d'octroi de l'asile, 6,4%, taux de protection, 13,5 % (décision positive + AP).